



## Les sacrifices pour le monde du travail, ça suffit !

Les pistes de budget présentées le 15 juillet par le premier Ministre ont été immédiatement et unanimement condamnées par nos organisations. Une fois de plus, le gouvernement choisit de protéger les plus riches et de faire payer les autres : travailleurs, retraités, personnes malades, personnes en situation de précarité... Autant de mesures aussi brutales que profondément injustes. Ce qui creuse la dette, ce sont aussi les baisses d'impôts pour les riches et les 211 Mds d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises sans aucune contrepartie ! Ensemble, nous alertons solennellement sur ce contexte et la situation de notre pays. Depuis le passage en force du Président de la République sur la réforme des retraites notre pays s'enfoncé dans une profonde crise sociale et démocratique.



**TOUTES ET TOUS EN GREVE ET EN  
MANIFESTATION  
Jeudi 18 SEPTEMBRE 2025  
10h30 - Carrefour Tourny à Limoges**

# D'autres choix budgétaires sont possibles !

- Conditionner les aides publiques aux entreprises. Ces aides doivent être liées à des objectifs sociaux, d'emploi et environnementaux.
- Mettre en place une taxation sur les hauts patrimoines

**Nous exigeons des mesures qui permettent de financer un budget porteur d'espoir, plus juste, équilibré et protecteur, garantissant la pérennité de notre modèle social.**

## **LES SACRIFICES, ÇA SUFFIT !**

### **5 milliards d'euros en moins pour la Sécurité sociale**

- **doublement des franchises médicales** (50€ à 100€), fragilisant davantage l'accès aux soins pour les plus précaires ;
- **remise en cause des Affection Longue Durée**,
- **limitation du premier arrêt maladie à 15 jours**,
- **passage de 3 jours de carences à 7 jours.**

### **Suppression de 2 jours fériés**

Travailler deux jours de plus sans gagner plus (lundi de Pâques et 8 mai), c'est du **travail gratuit** et une **baisse du salaire horaire**.

C'est aussi oublier que de très nombreuses personnes travaillent déjà les jours fériés, dans le tourisme, les soins, etc. Elles seraient **doublement perdantes** avec la suppression, quand elle existe, de la majoration de leur rémunération.

### **Gel des prestations sociales**

C'est l'« année blanche » ! Cela va se traduire par la **baisse** (en euros constants<sup>1</sup>) **des allocations familiales, des aides au logement, de l'allocation adulte handicapé, des bourses d'études, du RSA** ; Autre effet : en bloquant les seuils, les personnes qui en sont proches et dont les revenus augmenteront faiblement seront **exclus totalement des aides**.

### **La baisse<sup>1</sup> des pensions pour les retraités**

Les pensions des retraités seraient gelées à leur niveau de 2025. Avec une inflation prévue au minimum de 1,4 %, cela signifie une baisse de niveau de vie de plusieurs centaines d'euros par an. Les retraités savent bien ce que cela veut dire, surtout les plus fragiles.

### **Baisse drastique des droits au chômage**

Le gouvernement a mené depuis 2021 trois grandes réformes de l'assurance chômage qui ont conduit à **25 milliards d'euros d'économies réalisées sur le seul dos des demandeurs d'emploi**, particulièrement les plus précaires qui ont vu leur allocation baisser en moyenne de 17 % (2021-2027, source Unédic). Et pourtant, le gouvernement veut encore imposer une nouvelle baisse drastique des allocations chômage, de **plus de deux milliards par an**.

**Le risque d'accentuer la pauvreté est important** alors que le nombre de personnes arrivant en fin des droits à l'assurance chômage a augmenté de plus de 70 % en 2 ans (79.000 en décembre 2024, Unédic).

### **Remise en cause des droits des salariés**

Le gouvernement annonce vouloir flexibiliser le code du travail :

- permettre la **monétisation de la 5ème semaine de congés payés** (travailler davantage en renonçant à ses jours de repos, moyennant une majoration de leur rémunération),
- **faciliter le recours aux contrats précaires** (CDD, intérim...),
- **diviser par deux les délais de recours devant les prud'hommes en cas de licenciement abusif**, ce qui réduira le temps accordé aux salariés pour se défendre... Le gouvernement annonce aussi vouloir **"simplifier" drastiquement les démarches des entreprises** - ce qui se traduit en général par un recul des droits sociaux et environnementaux - avec des mesures qui pourraient être prises par ordonnance dès l'automne, donc sans être adoptées par le Parlement !

### **Coupe dans les services publics et non remplacement d'un fonctionnaire sur 3**

Comment imaginer moins de personnels pompiers, infirmiers, enseignants,... alors que nos services publics sont déjà en grandes difficultés. Actuellement, un certain nombre d'élèves n'ont pas d'enseignants en face d'eux en l'absence de remplaçants. Nos hôpitaux sont en urgence totale, comme nos EHPAD et des milliers d'enfants sont en danger à défaut de prise en charge sociale satisfaisante ; les places en crèche sont très insuffisantes et baissent encore, les commissariats et les tribunaux sont débordés et on supprimerait des postes de fonctionnaires ? C'est les citoyens qui en font les frais en perdant l'accès aux services publics.

<sup>1</sup> En euros constants : c'est-à-dire montant corrigé de l'inflation depuis une date de référence pour pouvoir comparer dans le temps. Avec une inflation prévue au minimum de 1,4 %, cela signifie une baisse de niveau de vie de plusieurs centaines d'euros/an.